

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Après le discours de politique générale

Maintenant, nous devons réussir le changement

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 6 juillet 2012

Démocratie & Socialisme

Il faut prendre le discours de Jean-Marc Ayrault comme l'ouverture d'un débat public intense. Le Premier ministre a repris les grandes lignes des propositions de François Hollande pendant la campagne, en martelant qu'il n'y aurait pas de « tournant ».

Les premières réactions, notamment syndicales, ouvrent le débat et montrent la nécessité d'apporter des précisions sur les objectifs comme sur les moyens. La Conférence sur l'école puis la Conférence sociale sont les deux premières échéances de ce débat public.

Les décisions prises en terme de recettes budgétaires avec la fin du bouclier fiscal, la taxation des banques et des pétroliers, le rabotage des niches fiscales d'un côté, et l'abrogation de la hausse de la TVA de l'autre, illustrent une orientation.

Il s'agit d'augmenter les recettes en ciblant les grosses entreprises et les ménages les plus fortunés. C'est un point de départ pour rééquilibrer le partage des richesses en faveur des salariés.

Mais en Europe, la pression des libéraux comme du patronat est telle, que le changement a besoin de la mobilisation et de la vigilance citoyenne.

D'abord le social et les salariés

En effet, il faut entendre ce que dit François Chérèque quand il affirme « *c'était la rigueur avant l'arrivée de François Hollande, c'est la rigueur après* » et de citer la baisse du pouvoir d'achat et le blocage des salaires dans la Fonction publique.

A juste titre, la CGT va même au-delà de ce constat en demandant « *des mesures concrètes et cohérentes permettant de répondre aux préoccupations et aux attentes des salariés, des privés d'emploi et des retraités* ».

Tel est bien l'enjeu de la conférence sociale. Jean Marc Ayrault a rappelé mardi devant l'Assemblée nationale les 7 thèmes mis sur la table : l'emploi et particulièrement l'emploi des jeunes ; la formation, le développement des compétences et la sécurisation des parcours professionnels ; les rémunérations et notamment les bas salaires ; l'égalité professionnelle femmes-hommes et la qualité de vie au travail ; le redressement productif national ; l'avenir de nos retraites et de notre protection sociale ; le rôle de nos services publics et de ses agents.

Commençons le 9 juillet

Personne ne pense qu'en 48 heures tout sera réglé. Mais cette conférence doit être un commencement. Le dialogue engagé devra se poursuivre par de véritables négociations tant au plan national, que dans les branches professionnelles ou qu'au niveau territorial.

Par exemple, la faible hausse du Smic annoncée doit être complétée par des mesures sur les bas salaires et les grilles. Et le gouvernement peut montrer la voie avec la négociation des salaires dans la Fonction publique.

Pour qu'il en soit ainsi, la mobilisation à tous les niveaux (politique, syndical, associatif) est indispensable. Car les forces qui freinent toute avancée sont considérables. La Finance, le patronat, tous les lobbys, la commission européenne et ses dogmes, la « règle d'or » d'Angela Merkel. Tout est en place pour bloquer le changement.

Déjà, les banquiers semblent avoir fait renoncer François Hollande à son calendrier sur le livret A dont le doublement du plafond était prévu pour juillet. Ce doublement permettait un début de réorientation de l'épargne mais surtout une politique de relance de la construction de logements sociaux et, derrière la relance du secteur du bâtiment, celle de nombreux secteurs industriels.

Se donner les moyens du changement

Lutter contre la fraude fiscale, contre le droit du travail bafoué et contre les licenciements « boursiers », lutter pour l'égalité entre les femmes et les hommes, cela demande des lois, des mesures gouvernementales, des accords négociés... mais cela demande aussi des moyens.

Pour le ministère de la justice, la création de postes semble acquise. Mais il faut discuter aussi et surtout des créations nécessaires de postes dans les services concernés du ministère des Finances et du ministère du Travail. De même, la modification de la tarification à l'hôpital doit comprendre un volet « emplois » tant les tensions sont fortes dans le secteur public de la santé.

Que tout ne soit pas prioritaire, c'est facile à comprendre, que des compromis soient nécessaires et négociés cela ne peut être qu'une bonne méthode face à la brutalité de la droite sarkoziste pendant 5 ans.

Il faut avec Jean Marc Ayrault affirmer : « Non nous ne renonçons à rien. ». Et le confirmer dans les faits avec une vigilance sociale et citoyenne de tous les instants. Ce sera aussi en débat dans le congrès du Parti socialiste à la rentrée.